Discours d’investiture de son Excellence Pr. Faustin Archange TOUADERA, Président de la République, Chef de l'Etat.

(Bangui 30 mars 2016)

Excellences Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de gouvernement,
Monsieur le Président du Conseil National de Transition,
Monsieur le Premier Ministre de la Transition,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Monsieur le Président de la Cour Constitutionnelle de Transition,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégations,
Mesdames et Messieurs les Conseillers Nationaux de Transition,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et représentants des organisations internationales,
Mesdames et Messieurs les représentants des partis politiques,
Mesdames et Messieurs les représentants des syndicats et des organisations de la société civile,
Mesdames, et Messieurs, mes Chers Compatriotes,

Permettez-moi tout d’abord, de demander, que nous observions une minute de silence, en mémoire de toutes les victimes de la crise centrafricaine tombées depuis le 24 mars 2013.
(1 minute de silence) Merci !

Excellences, chers invités, Mesdames et Messieurs,

Ce jour est pour nous, peuple Centrafricain, un moment historique.

Oui, ce jour est pour tous les Centrafricains, le début d’une ère qui marque notre volonté commune d’écrire une nouvelle page de l’histoire de notre pays.

La grave crise qu’a connue la République Centrafricaine au lendemain des élections générales de 2011, est à présent derrière nous.

Elle a, certes, occasionné beaucoup de morts et donné lieu à la destruction des biens publics et privés, mais elle s’est achevée par la victoire de la démocratie c’est-à-dire le respect de la volonté du peuple Centrafricain à travers des élections équitables, justes et transparentes.

C’est un succès pour la République Centrafricaine, pour l’Afrique toute entière et pour toute la communauté internationale.

Plus qu’une simple cérémonie d’investiture à laquelle vous êtes conviés, c’est le retour de la République Centrafricaine sur la scène africaine et internationale que nous célébrons aujourd’hui.

C’est pourquoi, au moment où j’accède aux plus hautes charges de l’Etat, j’exprime mon infinie gratitude au peuple Centrafricain qui m’a choisi pour présider à ses destinées.

Mes Chers Compatriotes, cette consécration est la vôtre. Cette investiture est votre victoire : la victoire du peuple centrafricain !

Je me sens également animé par un sentiment de gratitude envers le monde entier qui a fait preuve d’un formidable élan de solidarité pour le retour à l’ordre constitutionnel normal.

Excellences, chers invités, Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d’abord rendre un hommage solennel à mes illustres prédécesseurs à la tête de l’Etat.

Je pense aux Présidents Barthelemy Boganda, David Dacko, Jean Bedel Bokassa, André Kolingba, Ange Félix Patassé, François Bozizé, Michel Djotodia Am Nandroko, Catherine Samba Panza qui ont donné au pays chacun à sa manière, le meilleur de lui-même.

L’histoire seule jugera l’impact de leurs actions sur le développement réel de la République Centrafricaine.

Madame le Chef de l’Etat de la Transition Catherine Samba Panza, chère sœur,

Je voudrais rendre un hommage à votre sens élevé du devoir, votre profond amour pour notre pays et vos actions à la tête de la transition.
Le peuple garde en mémoire le contexte de votre élection en qualité de Chef de l’Etat de la Transition.

Le moment était difficile puisque l’ordre et la stabilité étaient absents, les centrafricains vivaient comme des prisonniers sur leur propre terre, la vie humaine n’était plus sacrée.

Depuis, Vous n’avez pas manqué de travailler avec votre gouvernement pour remettre le pays sur la voie de la stabilité et des élections.

Vous devez, à compter de ce jour, avoir un sentiment de fierté pour la conduite à bon port de votre mission.

La nation toute entière doit être fière de vous et de votre gouvernement, fière des actions que vous avez menées et qui permettent ce jour à notre pays de revenir à la légalité constitutionnelle.

Madame le Chef de l’Etat, je vous exprime ma considération et toute ma fraternité.

Quant aux autres institutions de la transition, je salue également leurs rôles et efficacités dans la conduite des affaires qui relèvent de leurs compétences durant cette même période.

Honorables invités,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais, à présent, saluer l’ensemble des Chefs d’Etat et de Gouvernement, les Chefs de délégations étrangères qui ont fait le déplacement pour être avec nous en ce jour historique pour notre peuple.

Je voudrais exprimer ma très grande reconnaissance à tous les pays amis, aux institutions régionales, et internationales dont les efforts conjugués ont permis la normalisation de la situation en République Centrafricaine.

Mon pays n’oubliera jamais ceux qui l’ont soutenu durant ces moments difficiles.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Vous me permettrez de citer tout particulièrement la France avec laquelle la République Centrafricaine a des liens historiques et une vision partagée de l’avenir.

Je saisis la présente occasion pour rendre hommage à Monsieur le Président François Hollande, pour son engagement dans la résolution de la crise centrafricaine sous mandat des Nations Unies ; ce qui a permis de sauver de nombreuses vies. Le peuple Centrafricain lui dit un grand merci et lui témoigne sa reconnaissance.

Monsieur le Président Obiang Nguema Mbasogo, Président de la République de la Guinée Equatoriale, Président en exercice de la CEMAC, Monsieur le Président Dénis Sassou Nguesso, Président de la République du Congo, Médiateur International de la Crise Centrafricaine, Monsieur le Président Idriss Deby Itno, Président de la République du Tchad, Président en exercice de l’Union Africaine, , , Monsieur le Président Paul Biya, Président de la République du Cameroun, Monsieur le Président Joseph Kabila KABANGUE, Président de la République Démocratique du Congo, Monsieur le Président Ali Bongo Odimba, Président de la République du Gabon, nous savons le soutien que vous avez tous apporté à la République Centrafricaine durant ces années difficiles. Je vous en remercie fraternellement.

Je n’oublierai pas de saluer parmi nos invités, Messieurs :

Monsieur HASSABO Mohamed Abdraman, Vice-Président de la République du Soudan,
Monsieur Domingos Manuel Vincente, Vice-Président de la République d'Angola,
Philemon Yang, Premier Ministre du Cameroun,
Daniel Ona Ondo, Premier Ministre du Gabon,
Anastase Murekezi, Premier Ministre du Rwanda,
Rachid Talbi Alami, Président de la Chambre des Représentants du Maroc,
Hervé Ladsus, Secrétaire adjoint de l’ONU chargé des opérations de maintien de la paix,
Monsieur David Maulobo, Ministre d'Etat chargé de la Sécurité de l'Afrique du Sud,
Jean Marc Ayrault, Ministre des Affaires Etrangères et Yves Le Drian, Ministre de la Défense Nationale de la République Française,
Monsieur Zhang Jianglon, Chef de l’Administration des Forêts représentant la République Populaire de Chine,
Madame Samantha Powers, Ambassadrice des Etats Unis d’Amérique auprès de l’Organisation des Nations Unies.
Je salue l’engagement de l’Organisation des Nations Unies qui s’est donné les moyens pour rétablir l’ordre à travers la Minusca et pour son action en faveur d’une paix durable dans notre pays.
A l’Union Africaine, l’Union Européenne, la CEEAC, la CEMAC, j’exprime la gratitude du peuple centrafricain pour avoir accompagné la République Centrafricaine dans le processus électoral et sa quête de paix.

Mes très Chers Compatriotes,

Ce matin, nous voici face au monde entier et face à nous même.

Nous voici face à notre destin.

Il nous revient de tourner définitivement cette page sombre d’une partie de l’histoire de notre pays et de nous retourner résolument vers l’avenir avec la détermination de relever la République Centrafricaine.

Nous nous devons de faire de la République Centrafricaine un pays uni, en paix tourné vers le développement.

Pour ma part, je ne doute pas que notre pays sortirait de sa situation difficile car chaque situation a sa solution.

Ce matin nous sommes là pour parler d’avenir.

Le temps est venu de consolider les piliers de notre République.

Le temps est venu de renouer avec les valeurs profondes de notre beau pays la République Centrafricaine et de rassembler les Centrafricains.

Chères sśurs, chers frères, célébrons la Paix ; La paix sans laquelle aucun développement n’est possible.

Mettons en pratique la devise de notre pays. L’Unité qui doit être le creuset de notre réussite. La Dignité qui nous fera grandir dans le respect des règles établies par la République. Le Travail, qui va pour nous libérer du sous-développement et nous apportera le réconfort moral et matériel.

Respectons notre drapeau, symbole vivant de la patrie. Il porte les couleurs de notre terre, de nos forêts, il symbolise notre idéal de paix et notre espérance en un avenir meilleur. Ecoutons notre hymne national : il célèbre l’unité, la dignité et le travail.

Mes très Chers Compatriotes,

Le serment que je viens de prêter devant vous, c’est-à-dire « devant le peuple centrafricain » selon les termes de notre Constitution, revêt, à mes yeux, une haute valeur symbolique.

Il exprime d’une part une fidélité absolue aux institutions de la République et a d’autre part une valeur d’engagement personnel de remplir les obligations qui sont celles du Chef de l’Etat, telles que le définit notre Loi Fondamentale.

Je m’engage donc personnellement et solennellement à exercer ces hautes responsabilités pour le bien du peuple Centrafricain, comme je l’ai fait par le passé.

Mes Chers Compatriotes,

Je n’ignore pas l’étendue et les difficultés de la tâche à accomplir durant ce mandat.

J’en ai exposé les grandes lignes au cours de la campagne électorale. Mais, je souhaite revenir devant vous sur certains points auxquels j’attache une importance particulière.

La priorité des priorités à la sortie de ces élections est la sécurité durable et la défense du territoire national.

La sécurité est une exigence républicaine, c’est la première des libertés.

J’y répondrai avec fermeté.

Tout sera mis en œuvre pour que les Centrafricains vivent en paix et en sécurité sur l’ensemble du territoire national.

La République Centrafricaine est Une et Indivisible. Et elle le restera.

Je m’emploierai à appliquer très rapidement le Programme du Désarmement, de la Démobilisation, de la Réinsertion et du Rapatriement (DDRR) pour favoriser le retour à la paix et à la sécurité, ceci en concertation avec nos partenaires.

Je procèderai à la refondation de notre armée pour qu’elle devienne véritablement républicaine, pluriethnique, apolitique et professionnelle.

J’en viens à la question de la réconciliation et la cohésion nationale.

Nous avons besoin aujourd’hui, plus qu’hier, de nous retrouver pour reconstruire notre mère patrie.

Tel est le défi qui se pose à nous et qui doit permettre à notre pays de prendre le chemin de la reconstruction et du développement.

A tous les fils et les filles de ce pays, je lance un message solennel à la réconciliation et à la cohésion nationale sans lesquelles aucun développement n’est possible.
Rassembler, c’est la vocation de la République.

Nous l’assumerons avec patience et acharnement à travers un programme de cohésion sociale.

Nous mettrons en place des programmes d’instruction civique dans nos écoles, afin d’inculquer à nos jeunes les principes fondamentaux de la vie en société.

Nous bâtirons une Nation plus juste, plus équitable, dotée d’institutions fortes et indépendantes.

Rassembler, c’est aussi le rôle de chaque Centrafricaines et de chaque Centrafricain. Que chacun fasse l’effort d’aller vers l’autre, de lui accorder sa confiance et son pardon.
Que chaque Centrafricain s’attache à recréer les conditions d’une paix durable dans nos villes, dans nos villages, dans nos campagnes et dans nos cœurs. Nous les soutiendrons comme nous soutiendrons toutes les initiatives citoyennes prônant l’union, la réconciliation et la concorde nationale ; parce que nous voulons une République Centrafricaine véritablement rassemblée.

A chacun de mes compatriotes, je veux renouveler, aujourd’hui encore, mon engagement d’être le garant d’une République Centrafricaine laïque, telle que consacrée par notre constitution ; je veux renouveler mon serment d’être le Président de tous les Centrafricains, le protecteur des plus faibles et le défenseur des droits de tous nos concitoyens, sans exclusive.

Célébrons à travers la cérémonie d’aujourd’hui, non pas la victoire d’un camp sur l’autre, mais la fraternité retrouvée et l’amorce d’un nouveau départ.

Allons résolument à la réconciliation nationale en réapprenant à vivre ensemble.

Ce vaste chantier de la réconciliation sera l’occasion pour tous les Centrafricains de faire définitivement le deuil de nos rancœurs, de panser nos plaies, d’expier les fautes individuelles et collectives et d’écrire une nouvelle page de notre histoire.

Pour ma part, je m’engage solennellement à favoriser cette réconciliation dans le dialogue, la vérité et la justice.

Mes chers compatriotes,

Je vais maintenant évoquer à ce qui sera sans doute l’une des grandes affaires de ce mandat, c’est-à-dire l’assainissement des finances publiques et la réforme des secteurs productifs.

Mais auparavant, jetons, si vous le voulez bien, un regard en arrière.

Durant cette transition finissante, les recettes de l’Etat ont connu une baisse liée à l’insécurité que vit le pays, et la destruction ou la disparition de la plupart des entreprises citoyennes qui payaient les impôts à l’Etat.

Cette situation aurait pu être très dramatique si la communauté internationale n’était venue au secours du pays pour l’aider à assurer certaines de ses charges régaliennes.

Il s’agit d’une mesure provisoire, le temps d’organiser les élections et engager les réformes pouvant redonner à l’Etat les moyens de ses actions et de sa politique.

Le moment est donc venu pour que nous réorganisions les régies financières pour qu’elles lèvent l’impôt nécessaire au financement des charges publiques.

Dans ce cadre, une vaste réforme des régies financières sera organisée avec l’objectif d’accroitre les ressources de l’Etat, de les sécuriser et de maitriser les dépenses publiques.

Une lutte sans merci sera menée contre la fraude, la corruption, les détournements de deniers publics et la concussion.

Par ailleurs, j’instruirai le Gouvernement pour qu’il travaille très rapidement avec le Fonds Monétaire International pour permettre au pays de conclure avec lui un programme normal nécessaire à l’aide multilatérale et bilatérale.

Pour ce qui concerne les secteurs productifs, je ne crois pas nécessaire de revenir en détail sur ces projets que j’ai déjà évoqués dans certaines circonstances. J’estime toutefois utile d’insister sur certaines actions que nous allons entreprendre parce qu’elles conditionnent l’accélération de la relance de notre croissance :

Parlons d’abord de l’agriculture, au sens large, qui fait vivre la majeure partie de notre population.

Nous devons menée une réelle relance de notre agriculture et nous la ferons en stimulant toutes nos productions.

Nous assurerons non seulement notre sécurité alimentaire mais aussi l’accroissement de nos exportations et la réduction de nos importations.

Il nous faudra pour cela sortir des sentiers battus, changer de méthodes et mettre en œuvre des moyens modernes.

Nous allons fournir des semences et des engrais à nos paysans et leur assurer l’encadrement technique nécessaire pour atteindre les résultats que nous escomptons.

Dans le même cadre, j’instruirai le gouvernement d’engager très rapidement une étude de faisabilité sur la mise sur pied d’un centre de recherches agronomique pour les besoins de la relance et de la modernisation de notre agriculture.

Quelques mots à présent sur l’Energie.

J’y attache un intérêt tout particulier car non seulement elle contribue au bien-être des populations, mais c’est parce qu’elle est capitale pour notre économie.

Vous n’ignorez pas les désagréments que la pénurie d’électricité provoque pour nos populations mais également pour notre administration publique et nos entreprises.

J’instruirai le gouvernement pour qu’il reprenne en main les divers dossiers relatifs à l’augmentation de notre capacité en production de l’électricité pour nous permettre de desservir amplement la ville de Bangui et de ses environs ainsi que les grandes villes des provinces.

Notre coopération avec la Chine et la France dans ce domaine seront utiles pour conduire à terme ces projets.

Mes Chers Compatriotes,

Je vais maintenant parler du Commerce qui est la base de notre économie puisqu’il crée la richesse et l’emploi.

Le Gouvernement sera instruit pour qu’il travaille sans attendre sur l’amélioration du climat des affaires favorable à l’investissement privé étranger.

Dans cette perspective, le Guichet Unique d’ouverture des Entreprises sera réformé pour faciliter les délais d’ouverture ou de création d’entreprises.

Je demanderai au gouvernement d’étudier très rapidement la possibilité d’aide de l’Etat aux entreprises victimes de destructions ou de pillage total liés aux crises que le pays a connues durant les trois dernières années.

Mon ambition est celle de voir créer sur le marché national des entreprises nationales tenues par les fils du pays engagés à participer à la reconstruction de l’économie centrafricaine.

La possibilité de réouverture du CAPMEA sera étudiée pour qu’il apporte son soutien et expertises à nos nombreux jeunes qui interviennent dans le secteur des petites et moyennes entreprises.

Le Cadre de Concertation Etat/secteur privé sera réhabilité pour qu’il serve de pont entre les pouvoirs publics et les opérateurs privés à l’occasion de tout sujet concernant le secteur du commerce.

L’agriculture, l’énergie et le commerce ont pour dénominateur commun un réseau d’infrastructures adapté.

Ce réseau sera amélioré, de nouveaux projets de routes, de télécommunications et de liaison par fibre optique seront mis en œuvre.

Ils permettront non seulement de faciliter les échanges, mais aussi de rompre l’enclavement et par là même de conforter l’unité nationale.

Mais, me demanderez-vous, comment financer des investissements aussi considérables ?

Il sera en priorité fait appel aux investisseurs privés nationaux et étrangers. Si les projets sont bien étudiés et rentables, l’accord pourra être trouvé.

Nous nous tournerons également vers les Etats amis qui nous font confiance.

Enfin, nous pourrons avoir recours à notre propre budget d’investissement si nous parvenons à améliorer qualitativement nos recettes publiques à partir de la mise en valeur de certaines de ressources naturelles non encore exploitées.

Mes très Chers Compatriotes,

Je voudrais maintenant aborder le volet social de cette intervention.

Il faut avouer que les conditions de vie de la grande partie de notre population sont très difficiles, particulièrement dans les zones rurales et à la périphérie des centres urbains.

Ce sont pour la plupart des petits paysans, des chômeurs, des jeunes qui n’ont pu trouver d’emploi, des retraités ou des personnes âgées sans ressources.

Notre pays ne fait pas exception en Afrique, mais la pauvreté et la précarité s’est amplifiée depuis les récentes crises.

Une création de richesses insuffisante, une forte démographie, l’insécurité qui règne partout sur le territoire national et un mode de développement inadapté, telles sont les raisons principales d’une situation qui rejette dans l’exclusion bon nombre de nos concitoyens. Le chômage, véritable fléau social, est le mal le plus difficile à combattre.

L’Etat crée des emplois publics selon ses possibilités. Mais, nous le savons, là n’est pas la vraie solution.

C’est seulement la relance et l’accélération de la croissance qui permettront de régler progressivement le problème du chômage.

Ce sont les investissements privés, la création de beaucoup d’entreprises et la relance de l’agriculture qui ouvriront à beaucoup les portes de l’emploi.

C’est la raison pour laquelle je m’engage, pour la part qui est la mienne, à les faire aboutir dans les meilleurs délais possibles.

Une autre dimension importante de la question concerne la professionnalisation de notre système éducatif.

Cette mutation est nécessaire et elle sera entreprise pour qu’elle donne les résultats escomptés.

Des efforts particuliers seront déployés pour multiplier les établissements scolaires de divers degrés et étendre notre réseau universitaire.

Je suis confiant qu’à moyen ou long terme nous en percevrons les dividendes au plan de l’emploi. Faciliter l’accès aux soins de santé et aux médicaments de qualité est une autre façon d’améliorer les conditions de vie de notre population, surtout pour les plus démunis.

C’est pourquoi nous allons ouvrir de nouveaux centres de santé et apporter à nos formations hospitalières les équipements qui leur font défaut.

Dans toute la mesure du possible, nous étendrons la gratuité ou la réduction du coût des soins pour les pandémies ou les maladies infantiles.

La mise en place, dans le cadre de notre système de sécurité sociale, d’un dispositif d’assurance maladie facilitera l’accès aux soins des moins favorisés.

Ce sera un grand défi pour nous que de mettre à la disposition de tous les Centrafricains un approvisionnement suffisant en électricité et en eau potable, préalable indispensable pour assurer des conditions de vie et de santé acceptables.

Je crois pouvoir dire qu’avec la réalisation des projets énergétiques que j’ai évoqués et le programme d’adduction d’eau qui sera mis en œuvre, la situation, de ce point de vue, devrait s’améliorer considérablement.

(iv) La décentralisation demeure une réforme majeure qu’il faut engager.

Je veillerai à l’aboutissement des textes en matière de décentralisation pour permettre la mise en œuvre effective de cette politique afin qu’elle soit une réponse aux sollicitations de certains de nos compatriotes qui pensent que certaines parties du territoire national sont laissées à l’abandon.

Je rendrai effectif le transfert des compétences et des ressources pour donner davantage d’autonomie aux collectivités.

Dans le même ordre d’idées, je poursuivrai le programme des « Pôles de Développement » pour faire des différentes régions du pays des pôles économiques et permettre la mise en place des infrastructures.

L’habitat sera l’une des priorités de notre action. Le programme de construction de plusieurs logements sociaux que j’avais en conception avant les récentes crises sera réactivé, en concertation avec le secteur privé et les autres partenaires nationaux et internationaux.

Je serai bref s’agissant de notre politique extérieure qui reposera sur les grands axes que vous connaissez tous : soutien aux idéaux des Nations Unies et aux objectifs de l’Union Africaine, maintien des rapports de bon voisinage avec les Etats de notre sous-région, appui à l’intégration au sein de la CEMAC, renforcement de notre coopération bilatérale avec les pays amis traditionnels.

Mes très chers Compatriotes,

Je me suis engagé à mettre en œuvre, avec vous, en cinq ans, dans tous les domaines, mes solutions pour une République Centrafricaine nouvelle.

Nous le ferons avec rigueur, en application des règles de bonne gouvernance, avec une justice impartiale et indépendante.

Dans les prochains jours, je formerai un Gouvernement de compétence, regroupant toutes les forces politiques de notre pays et la société civile.

Il sera constitué d’hommes et de femmes, ayant un sens élevé de l’intérêt général, selon des critères de compétence, de mérite et de probité.

Une tâche immense attend cette équipe. J’exigerai de ses membres la discipline et l’exemplarité afin de restaurer la confiance entre le peuple et ses dirigeants.

Mes très Chers Compatriotes,

C’est en toute humilité que je me suis présenté devant vous il y a quelques mois comme candidat à l’élection présidentielle et c’est en toute confiance que vous m’avez élu.

Depuis le jour de mon élection jusqu’à cette investiture tant attendue, je n’ai pas attendu pour commencer à travailler sur les priorités du pays.

Aujourd’hui, je vous demande de vous mettre résolument au travail car vous devez la savoir, la tâche sera ardue vu l’immensité des problèmes que connait la République Centrafricaine.

Pour ce faire, j’aurai besoin de votre soutien et de votre patience.

Votre soutien, car je crois que vous devez tous participer à l’œuvre de reconstruction et du développement de notre pays.

Votre patience, car la mise en suivre de certaine réforme prendra du temps pour que vous puissiez mesurer les effets sur votre qualité de vie.

Je m’engage à travailler ardemment pour qu’ensemble nous puissions apporter le renouveau souhaité à notre pays.

Excellences, Mesdames et Messieurs, chers frères et sœurs, chers amis, qui êtes venus de loin, permettez-moi de vous renouveler nos sincères remerciements.

Nous saluons chaleureusement vos peuples respectifs et vous prions de leur annoncer la bonne nouvelle. La République Centrafricaine se réconcilie et se met au travail, pour participer avec toutes les Nations de bonne volonté, à l’édification de la Paix et de la fraternité dans le monde.

Que Dieu bénisse la République Centrafricaine et son peuple !

Vive la République !